

Politique européenne et internationale

(Paris, 08 janvier 2018)

Manifestations en Iran

Les médias rendent compte du bilan sanglant des manifestations en Iran et soulignent, à l'instar de la Frankfurter Allgemeine Zeitung, les "conséquences imprévisibles" d'une crise qui n'est pas un mouvement d'opposition politique comme l'était le "soulèvement vert" de 2009, mais une vague d'émeutes spontanées contre l'inflation et le chômage à l'échelle du pays. Pour la FAZ et la tageszeitung, cette "révolte de la colère ne sera toutefois pas une révolution" car un mouvement sans structure ni leader ne devrait pouvoir menacer l'appareil sécuritaire iranien. Le journal de Francfort craint que la perdante ne soit in fine l'aile modérée incarnée par le président Rohani, accusée d'avoir failli à sa promesse d'amélioration de la situation économique après la signature de l'accord nucléaire. Ce n'est pas l'avis de la Süddeutsche Zeitung qui estime que la révolte vise moins le président iranien que le régime dans son ensemble. Le régime ne semble certes pas menacé dans l'immédiat, juge le journal de Munich, mais la situation pourrait bien conduire "à l'anarchie, au bain de sang et à des changements à la tête du régime". Die Welt insiste pour sa part sur l'idée que le régime est irréformable et qu'il ne sert à rien de parier sur les modérés. Le journal appelle l'Allemagne à prendre des positions plus nettes contre le régime, tout comme le Tagesspiegel qui écrit que "le temps du changement est venu" en Iran et invite les Européens à avoir un langage aussi net que celui de l'administration américaine car "Trump a raison". Le Handelsblatt décrit le dilemme des Occidentaux face aux modérés : on a peut-être conforté le régime en négociant l'accord nucléaire et la levée des sanctions avec les modérés, mais on a affaibli ces derniers en maintenant les sanctions américaines.

Sans y souscrire, les journaux rapportent aussi les accusations d'ingérence étrangère formulées par Ali Khameneï et relèvent que le guide suprême cultive la théorie du complot contre laquelle le président Rohani avait mis en garde le parlement iranien un peu plus tôt dans la journée. La vérité, juge la presse à l'unisson, est que le soulèvement "a pris les mollahs et le monde entier par surprise" (Bild) et qu'il est d'autant plus inattendu, insiste la Süddeutsche Zeitung, que la défiance s'est rapidement installée dans les franges de la société les plus acquises au régime. Dans tous les éditoriaux, la même interrogation domine : l'Europe devrait-elle apporter son soutien aux manifestations ? Pour Bild, la réaction des Européens est restée trop timorée. Le journal va jusqu'à se demander si l'Allemagne, par souci de préserver l'accord nucléaire et pour défendre ses intérêts économiques n'a pas "trop longtemps serré la main à des assassins", photos à l'appui de Frank-Walter Steinmeier (alors ministre des Affaires étrangères) saluant Rohani, ainsi que de Sigmar Gabriel, Martin Schulz, Gerhard Schröder et du patron d'Airbus Tom Enders avec des interlocuteurs iraniens. Le tabloïd donne la parole au député vert d'origine iranienne, Omid Nouripour, qui juge "la discrétion de l'Europe absolument inacceptable" et affirme que l'accord nucléaire "n'empêche pas de condamner clairement les violences". Dans la tageszeitung, le député Niema Movassat (Die Linke), également d'origine iranienne, appelle au contraire l'Occident à une certaine discrétion tout en jugeant qu'un éventail d'options reste possible sur le plan diplomatique comme des

"convocations d'ambassadeur" par exemple.

Alors que les médias constatent que le régime iranien essaie de reprendre la main sur la situation sans pouvoir toutefois effacer l'impression qu'il "n'est pas stable à l'intérieur" (FAZ), le président du SPD, Martin Schulz, adresse un message de soutien aux manifestants dans Bild : "mon cœur bat du côté des manifestants qui descendent dans la rue défendre davantage de démocratie". Le député vert Omid Nouripour réaffirme pour sa part dans le Tagesspiegel : "nous ne devons en aucun cas donner le sentiment que nous voulons renverser le régime", mais "il est essentiel de parler ouvertement des droits de l'homme". Le député estime que "les Européens peuvent trouver un langage plus clair" jugeant "très insatisfaisant que Sigmar Gabriel, ait eu besoin de cinq jours pour exprimer son opinion". Il recommande l'emploi de la pression économique qui "peut faire la différence".

Plusieurs quotidiens se demandent, dans ce contexte, si les troubles en Iran peuvent freiner la reprise des échanges commerciaux dans laquelle l'Allemagne plaçait de forts espoirs suite à l'accord sur le nucléaire iranien. Les responsables des fédérations et agences allemandes d'exportation, interrogés par Die Welt et le Tagesspiegel, sont unanimes à constater que les échanges commerciaux avec l'Iran ont redémarré de manière beaucoup plus laborieuse qu'espéré, les banques et les entreprises craignant toujours les dispositifs de sanctions américains vis-à-vis des acteurs économiques commerçant avec l'Iran. à Berlin et chez les industriels, la crainte est donc moins de voir s'effondrer des "chiffres d'affaires encore modestes" que de voir stoppée l'ouverture internationale du pays, explique Die Welt.

Dans l'ensemble, les éditorialistes restent prudents. Pour la Süddeutsche Zeitung, les Européens ont raison de rester humbles face à un mouvement que les Iraniens eux-mêmes ont du mal à interpréter et qui n'a pas de leader identifié. Si le silence face à la violence et aux atteintes aux droits de l'homme n'est pas une option, insiste le journal de Munich, il faut craindre à l'inverse que le soutien aux manifestations dans l'espoir de renverser le régime comme le fait Trump, ne fasse in fine le jeu des ultraconservateurs. La FAZ invite également à ne pas agir d'une façon qui crédibiliserait dans l'opinion iranienne la rhétorique complotiste en Iran.

Ukraine

"Échange de prisonniers en Ukraine, un signe d'espoir ?". Sous ce titre, la FAZ salue "l'un des échanges de prisonniers les plus importants depuis le début du conflit en 2014" et indique brièvement le rôle qu'auraient joué dans ce résultat le président de la République et la chancelière en intervenant auprès des parties juste avant Noël. Dans un éditorial, le quotidien salue un "événement sans nul doute réjouissant" sur le dossier ukrainien mais hélas noyé dans une mer de signaux contradictoires depuis quelques mois. "Chaque mouvement sur un point s'accompagne d'une guerre de position diplomatique sur un autre", résume le journal qui se demande si la perspective de livraisons d'armes américaines dites "défensives" sera de nature à stabiliser la situation ou si elle conduira à une escalade.

Au lendemain du déplacement du ministre allemand des affaires étrangères en Ukraine, jeudi 4 janvier 2018, la presse note que Sigmar Gabriel (SPD) s'est prononcé en faveur d'une mission "armée et robuste" de casques bleus de l'ONU pour faire respecter le cessez-le-feu dans l'Est

de l'Ukraine, comme le rapportent le Tagesspiegel et la Frankfurter Allgemeine Zeitung. La FAZ salue le fait qu'il ait opposé une fin de non-recevoir à la proposition russe de limiter une telle mission au territoire situé de part et d'autre de la ligne de contact au motif que cela "reviendrait à en faire de facto une nouvelle frontière". Pour le journal, il y a peu de chances que Moscou et les séparatistes ukrainiens voient d'un bon oeil une mission des casques bleus à la frontière russo-ukrainienne, mais "on peut essayer de convaincre la Russie que c'est la seule voie pour arriver à mettre fin aux sanctions occidentales. Au moins, on ne pourra pas dire que tout n'a pas été tenté" pour apporter la paix à la région, conclut la FAZ./.